



CHEZ FORD, L'OUVERTURE DU PLAN SOCIAL N'EMPÊCHE PAS LES OUVRIERS DE LUTTER

Vendredi, 29 Juin, 2018

[Loan Nguyen](#)

Le constructeur automobile a officiellement commencé mardi sa procédure de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) destinée à licencier les 900 salariés du site de Blanquefort (Gironde). Mais la résistance semble prendre de l'ampleur du côté du personnel. Une manifestation unitaire est prévue à Bordeaux samedi.

C'est par une grande manifestation unitaire samedi dans les rues de Bordeaux que la CGT de l'usine Ford de Blanquefort entend répliquer. Au coude à coude, salariés du site mais aussi syndicats (CGT, Solidaires, FSU), partis de gauche (PCF, France Insoumise, Génération.s, NPA, LO) et personnalités politiques (le député LFI Loïc Prud'hommes, le porte-parole du NPA Olivier Besancenot ou celui de LO Jean-Pierre Mercier) défilèrent pour exiger que Ford maintienne les 900 emplois de son usine girondine. Des salariés de l'ex-usine GM&S, de Bosch Rodez, de PSA ainsi que des cheminots devraient se joindre au cortège.

DU PRÊT DE MAIN D'OEUVRE PLUTÔT QUE DES RECLASSEMENTS

Parce que si Ford espère manifestement tirer le rideau le plus vite possible sur ce site de fabrication de transmissions automatiques, les salariés ne semblent pas prêts à brader leur emploi pour les mesures annoncées par la direction cette semaine. En termes de reclassement, le constructeur automobile n'a fourni que quatre possibilités de postes vacants en Ile-de-France, dont deux de cadres et deux dans sa filiale de crédit. Pas exactement adaptés au profil des ouvriers à la chaîne. Elle met bien en avant une vingtaine de postes dans l'usine voisine Getrag Ford Transmission (GFT) – coentreprise détenue par Ford et l'équipementier canadien Magna – mais pour des « repositionnements ». « On sait que GFT est en train de faire une vague d'embauches d'intérimaires – qui coûtent moins cher que s'ils devaient reprendre des salariés Ford avec de l'ancienneté. Nous, ce qu'on entend c'est que Ford veut prêter une centaine de salariés à GFT, pas nous reclasser là-bas », estime de son côté Vincent Alauze, délégué CGT chez Ford Blanquefort. Pour le reste, Ford a mandaté un cabinet de reclassement pour accompagner les salariés licenciés dans leur recherche d'emploi. Pour les salariés âgés d'au moins 55 ans, la direction prévoit des préretraites indemnisées à hauteur de 65% du salaire. Enfin, le montant des primes de licenciement supralégales s'échelonne entre 4 et 14 mois de salaire selon l'ancienneté.

19,6 MILLIARDS DE DOLLARS DE PROFITS

« Tous les syndicats [CGT, FO, CFTC et CFE-CGC, Ndlr] comme les salariés veulent que Ford assure la continuité de l'emploi », souligne Vincent Alauze. Mercredi, c'est d'ailleurs une centaine de salariés mécontents qui ont fait irruption dans la réunion de négociation sur le PSE. D'autant que Ford a beau arguer que sa compétitivité pâtit des surcapacités de productions mondiales de véhicules légers, d'une reprise qui a tardé sur le marché européen ou des ruptures technologiques dans l'automobile, le constructeur américain continue d'enregistrer de solides profits. La division européenne de Ford fait valoir que sur ces huit dernières années, elle aurait subi plus de 2,1 milliards de dollars de pertes en cumulé. Mais ces trois dernières années, le groupe a enregistré près d'1,7 milliard de dollars de bénéfices sur le vieux continent. Sans compter qu'au niveau mondial, ce sont près de 19,6 milliards de dollars de profits que le constructeur a amassés. Si Ford espère clore son plan de licenciements d'ici cinq mois, la résistance du côté des salariés ne fait que commencer.

Manifestation unitaire pour la défense des emplois à Ford
Blanquefort : [14h place Pey-Berland, Bordeaux](#)